

## LIBRE DÉBAT

# Régularisation ? Réhabilitation ? Revalorisation ? Liquidation ?

Je commence par vous dire bravo et bon courage. Avec mes excuses et remerciements, permettez-moi à mon tour de vous poser ma question simple, claire et nette : si possible nous expliquer, car je ne suis pas le seul dans ce cas, bien qu'il ne doit pas y avoir encore beaucoup, vu l'âge et les diverses maladies, plus de 89 ans, en ce qui me concerne, avec 44 ans de service (1944 à 1988), 32 ans seulement sont retenus pour la retraite. Ma question, donc : la régularisation, réhabilitation, revalorisation, liquidation, dont ont bénéficié les collègues chanceux — sans aucune jalousie, ils le méritent — en retraite à compter de 1996 n'a pas été également pareillement appliquée à ceux (retraités) partis en retraite avant ladite

date de 1996. Ces derniers (cette catégorie) sont donc doublement lésés, sachant en effet en principe en toute logique la situation d'un fonctionnaire évolue : avancement d'échelon ou de grade tous les ans ou 3 ou 4 ans, ce qui suppose que les derniers partants sont mieux rémunérés avec une retraite aussi plus «conséquente», n'est-ce pas ?

Pourquoi donc cet arrêt brusque, net, sans marche-arrière ni retour — le fourgon n'est pas revenu transporter le «restant» du lot — panne d'essence... mazout ! chauffeur ! dépannage en panne... ? Ainsi ces braves retraités «malchanceux», pas nombreux dis-je de par leur âge, les diverses maladies sont, hélas, oubliés, abandonnés, ignorés, considérés

sans doute «morts» puisqu'ils ne se manifestent pas sans considération et sans pitié, ingratitude. Ils souffrent en silence, sans voix, physiquement et moralement. Qu'ils crèvent...

Leur retraite de misère suffit tout juste à régler les médecins spécialistes tous les deux ou trois mois à raison de 1 000 ou 2 000 DA, les analyses reviennent plus chères quand elles sont demandées, exigées pour déterminer la gravité de la maladie, voire des maladies : tension artérielle, diabète, cœur, vue, cécité, prostate et autres...

Aussi très respectueusement je prie, je supplie les personnes des divers services concernés : ministres, députés, FNTR, UGTA et autres syndicats, allocation de

retraite et toutes autres personnalités d'y penser de réfléchir à régler cette injustice et faire appliquer la réglementation, le droit d'une façon objective et humaine en faisant bénéficier ces braves vieux pour leurs vieux jours avant la mort très prochaine vu l'âge...

Il est incompréhensible, inadmissible, injuste qu'un retraité de même responsabilité, même fonction, même grade (avec parfois moins d'années d'activité) perçoive plus qu'un autre collègue (parfois près du double).

Les articles de la loi 83-12 de 1983 prévoient bien la régularisation et l'actualisation des retraites et leur alignement. Pourquoi donc ?

D. A., wilaya de Béchar

## POINT DE VUE

## «Trompés» par la retraite proportionnelle

A travers ce courrier, nous voulons une nouvelle fois poser le problème de la retraite proportionnelle, que nous avons déjà posé aux autorités, c'est une situation qui concerne des milliers de retraités. Comme vous le savez, durant les années noires, de la décennie 1990, et les fermetures des entreprises, des milliers d'agents ayant atteint 50 ans ont pris une retraite proportionnelle sans vraiment connaître le sens de cette retraite.

Ces agents âgés, avec famille à charge dans le contexte difficile de cette période, n'avaient pas le choix, ils étaient ignorants de la différence entre retraite proportionnelle et retraite légale. Pour eux, arrivés à 60 ans, ils basculeraient automatiquement dans la retraite légale.

Mais quelle désillusion ! Ils ont déchanté, la retraite proportionnelle n'a pas les avantages d'une retraite normale. Arrivés à 60 ans, même les 2 années du SN, entre autres, ne sont pas prises en considération. Nous vous demandons de tenir compte du contexte de la décennie noire, aucune vulgarisation n'a été faite sur la retraite proportionnelle. Si on avait su, on réfléchirait deux fois avant de la prendre. On a été trompés et dupés.

Nous sommes des milliers de la proportionnelle dans cette situation, victimes de la décennie noire.

Nous demandons :

**1) L'alignement de la retraite proportionnelle avec la retraite légale à 60 ans (mêmes droits et avan-**

**tages)** aucune loi n'est immuable, une loi doit tenir compte de la société.

**2) Des retraités de la proportionnelle ont pu retrouver un travail, et on cotisé à la CNR. Nous demandons la prise en compte des années travaillées, en les incluant dans la pension.** Ce n'est que justice, ces retraités ont travaillé légalement et alimentés les caisses de la CNR. Nous gardons l'espoir qu'une issue favorable soit accordée aux doléances de milliers de vieux Algériens de la retraite proportionnelle.

Que la tromperie et l'abus de faiblesse dont ils ont été victimes soient réparés.

Un groupe de retraités

## COURRIER DES LECTEURS

### Les double cotisations Casnos

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir m'éclairer au sujet de la double cotisation annuelle au profit de la Casnos. Adhérent à la Casnos de 1974 à ce jour (2013), j'étais titulaire de deux registres du commerce (artisan) dans deux wilayas différentes, dépendantes d'une seule direction régionale.

J'ai cotisé de 1974 à 1999 incluse (date de cessation) sous le n°210188, dans l'une et de 1993 à ce jour sous le n°14002023 dans l'autre.

Je vous fait savoir, comme vous le constaterez d'ailleurs, que j'ai versé (7 années) de 1993 à 1999, deux cotisations parallèles, jumelées, pour les deux registres sus-indiqués. Arrivé à l'âge de la retraite en 2012, j'ai constitué et déposé en bonne et due forme un dossier pour chacune des agences respectives. Ceux-ci ont été acceptés, après constat de la régularité de ma demande. Quelques jours plus tard, les documents de régularisation de notification d'attribution de pension de retraite me furent parvenus. Je crois avoir fait les choses dans les normes, du fait que j'ai cotisé sur deux dossiers indépendamment l'un de l'autre durant ma carrière, j'ai même perçu un mandat d'un trimestre de chacune des deux agences de mon affiliation.

Pour en avoir le cœur net, je me suis déplacé de mon propre chef à ma première agence n°210188, muni des deux notifications que j'ai déclinées au préposé du bureau. Lequel me dit : «Le règlement ne permet qu'une seule retraite. Mais dans votre cas, nous transmettons les données

à la direction régionale.» Quelques jours plus tard, j'ai reçu une lettre de cette direction datée du 10 février 2013 m'informant que je suis redevable d'un trop-perçu.

Et partant de là, une ponction de 5 000 DA/mois m'est retenue à la source jusqu'à apurement du trop-perçu.

Ce qui fut fait d'ailleurs, jusqu'au dernier centime. Alors ma petite question : pourquoi n'a-t-on pas tenu compte des 7 années de cotisation parallèles que j'ai versées (1993/1999) m'accordant au moins une notation bonus de base complémentaire ? Pourquoi sont-elles balayées d'un revers de la main ? Dans l'attente d'une réponse plus claire à ma doléance, veuillez croire, monsieur le directeur et cher journal, en l'expression de ma très haute gratitude.

M. A. L. A., Tialet

**RÉPONSE : Avant de déposer vos deux dossiers, vous auriez dû vous renseigner si vous aviez droit à 2 pensions (ce qui n'est pas légal). Par conséquent, le remboursement du trop-perçu est normal.**

### Alignement des pensions

Monsieur le directeur,

Nous, retraités de l'éducation, venant à vous très respectueusement pour porter à votre connaissance, qu'ayant revendiqué l'actualisation et l'alignement des anciennes pensions sur les nouvelles, nous n'avons eu aucune réponse positive, bien que cette revendication ait fait l'objet d'une loi (sur la retraite) qui n'a jamais été appliquée par les différents gouverne-

ments successifs, ce qui a creusé l'écart entre les pensions d'une façon injuste et inquiétante (nous citons ici les pensions pour le même poste, même secteur d'activité, même grade et même échelle).

Cet écart du double ou plus suscite les questions suivantes : est-ce logique ? Est-ce que le gouvernement est conscient de l'injustice et de la disparité entre Algériens ayant effectué le même boulot ?

L'UGTA et les différents syndicats censés défendre les intérêts des retraités nous ont tourné le dos, et laissé cavalier seuls, et c'est pour cette raison, que nous vous faisons appel, pour nous aider en publiant nos doléances et nos appels incessants afin de sensibiliser les autorités concernées sur le tort que nous endurons chaque fin de mois, et pour les amener à apporter les correctifs, afin que l'actualisation et l'alignement soient d'actualité, et éventuellement éveiller les malheureux retraités résignés, qui pensent qu'ils sont dans leurs droits, et pour leur faire savoir que les 4% et 5% de chaque année ne sont que des miettes, qui ne suffisent même pas aux enfants gâtés à acheter des bonbons, alors que dire des retraités à famille nombreuse ?

Espérons que les responsables auront le sens des responsabilités et feront en sorte que les mêmes secteurs d'activité aient la même pension, et ce, dans l'équité et le partage des richesses du pays d'une façon juste. Enfin nous citons ci-après un exemple concret et vécu : 2 instituteurs retraités ou professeurs, ou directeurs, ou inspecteurs, tous corps confondus (l'un admis en retraite en 2 000,

l'autre en 2010) perçoivent des pensions allant du double ou plus (c'est-à-dire que le dernier admis perçoit le double ou plus parfois). Sachant que les conditions de travail n'étaient pas les mêmes et cela veut dire tout simplement que le premier a été sanctionné par deux fois (travail dur et pénible vu les conditions et pension misérable), nous vous laissons le soin d'imaginer l'état d'esprit de ceux qui sont lésés vu l'écart des bénéfices, alors qu'ils ont effectué la même besogne.

Espérant votre aide, recevez nos salutations les plus distinguées.

Retraités de l'éducation  
de la wilaya de Djelfa

### Cumul de retraites CNR et Casnos

Je voudrais vous exposer mon cas qui est le suivant : je suis retraité de l'administration depuis une quinzaine d'années dans le cadre de la proportionnelle.

Tout de suite après, j'exerce dans la restauration et j'ai commencé à cotiser auprès de la Casnos depuis 1999 à ce jour (2013), soit 15 années de cotisations. J'ai envie de cesser mon activité à partir de janvier 2014. Est-ce que j'ai le droit à une retraite avec les 15 années de cotisations ? Est-ce que je peux prétendre à un cumul de retraite fonctionnaire Casnos ?

M. N. T.

**RÉPONSE : Vous ouvrez droit à une retraite Casnos dès l'âge légal de 65 ans.**